

COP 22 « Portrait de femmes en action » : Retour sur 15 ans de négociations climatiques

Simone Lovera est directrice exécutive d'une importante organisation non gouvernementale Global Forest Coalition, qui regroupe près de 90 organisations présentes dans plus de 50 pays sur les 5 continents. A ce titre, elle a été une observatrice engagée des négociations internationales autour du changement climatique depuis plus de 15 ans. Nous lui avons demandé ses impressions sur l'évolution de ces négociations et ce qu'on pouvait en attendre dans les prochaines années.

Quand avez-vous commencé à suivre les travaux de la COP ?

Ma première participation à ces travaux a eu lieu en fait dans le cadre de l'organe subsidiaire de mise en œuvre de la convention-cadre des Nations Unies lors d'une réunion à Lyon. Ce devait être en 1997 ou 1998. J'ai participé à ma première COP en 2000 ou 2001 autant que je m'en souviens.

Quel était le climat de ces négociations à cette époque ?

Avant 2005, la COP n'était l'affaire que de quelques pays. Le protocole de Kyoto venait à peine d'être signé et il n'était pas encore ratifié. Les Etats-Unis entre autres, n'en faisaient pas partie. Les débats restaient très techniques ; on y parlait beaucoup de connaissances scientifiques et techniques et finalement très peu d'orientations politiques. Les entreprises étaient peu présentes et on sentait quand même très fortement la présence négative des Américains qui en sous-main essayait de faire patiner les discussions.

Et pourtant, il n'y avait pas d'autres alternatives ; il

fallait faire ratifier le protocole de Kyoto et cela même s'il fallait se contenter de trouver un accord à partir du plus petit commun dénominateur entre les parties prenantes.

Qu'est-ce qui a changé avec la ratification du Protocole de Kyoto ?

En fait ce qui avait changé, c'était l'environnement autour de cet accord-cadre. En effet lors de Kyoto, il était admis que les responsables des émissions de gaz à effet de serre, cause principale du changement climatique, étaient les pays développés de l'hémisphère Nord et donc que la mise en œuvre du Protocole reposait essentiellement sur la volonté des pays développés. La montée en puissance économique des pays du BRIC a, à cet égard, changé la donne. Tout le monde a compris alors que tout le monde était concerné par l'évolution climatique mondiale et indéniablement cela renforce le rôle de l'Accord-Cadre des nations Unies sur le Changement Climatique.

Justement dans ce contexte comment avez-vous perçu le sommet de Copenhague ?

La COP 16 de Copenhague ne fut pas un désastre à proprement parler, mais ce fut une énorme frustration et les Etats-Unis portent une lourde responsabilité dans cet état de fait. Imaginez que Barack Obama était déjà dans son avion de retour vers Washington, à cause d'une tempête de neige annoncée, lorsque les pays en développement ont finalement refusé le projet d'accord qui était sur la table le dernier jour. Ce n'est d'ailleurs pas le moindre mérite de cette COP d'avoir permis de constater que les pays en développement étaient capables de rester solidaires malgré de fortes divergences sur certains sujets-clés comme l'agriculture.

Et puis il y a eu la COP 21...

Entre deux, il y a d'abord eu 5 COP qui ont permis de constater que l'échec de la conférence de Copenhague avait finalement eu des effets bénéfiques. Cela avait été un tel

choc que tout le monde se disait que cela ne devait, ne pouvait plus se produire. Cancun, Durban, Doha, Varsovie puis Lima ont ainsi été les étapes qui ont permis d'aboutir à l'accord de Paris. Il aura fallu 18 ans de négociation pour aboutir à cet accord mais on peut dire que l'Accord de Paris est un bon accord même s'il reste peu contraignant et que les engagements des parties se fait sur des bases volontaires.

Et maintenant comment voyez-vous l'évolution des négociations internationales sur le climat ?

Tout d'abord, je voudrais dire que la différence entre accord contraignant et accord non contraignant s'estompe peu à peu et qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un accord international pour mener des actions internationales. Ce qui me rend aussi optimiste, c'est que le climato-scepticisme est sur le déclin et que les climato-sceptiques sont de plus en plus isolés même si les élections récentes aux Etats-Unis amènent aux leviers de commande des climato-sceptiques convaincus. Par contre, je reste pessimiste sur le rôle de la société civile dans la mise en œuvre des changements. En effet, aussi organisée et mobilisée qu'elle soit, il lui est toujours aussi difficile de se faire entendre face au poids financier des grandes entreprises

Global Forest Coalition est membre de Women & gender constituency. A partir de quand le thème du genre est-il devenu un élément de la négociation internationale sur les changements climatiques ?

Je ne saurais pas dire exactement car ce sujet était implicite dès nos premières participations aux travaux de l'organe subsidiaire de mise en œuvre de l'accord mais il me semble que c'est vers 2008-2009 quand il est apparu évident que les femmes étaient les principales victimes des changements climatiques. C'est maintenant devenu, en moins de 10 ans un sujet majeur de négociation.

